



MAROC : LE RÉVEIL SOCIAL

Chawqui Lofti

Sept ans après le printemps arabe, la situation au Maroc est marquée par un durcissement des conflits sociaux et leur émergence sur le terrain politique. Le processus de délégitimation du pouvoir et des institutions est en train de s'accélérer, malgré le tournant répressif. Le réveil des marges, l'action pacifique, la féminisation des mouvements et la désobéissance civile participent d'une reconfiguration de l'espace protestataire.

La situation actuelle révèle une combinaison de crises (sociale, économique et politique) dans un contexte marqué par la soumission à l'agenda néolibéral dicté par les institutions internationales et l'officialisation du tournant sécuritaire. En 2011, le M20F (Mouvement du 20 février) n'a pu changer les rapports de force globaux, mais il a initié un processus de politisation d'une nouvelle génération, remis à l'ordre du jour la question de la lutte collective, et fait reculer la peur¹. Il a, en outre, ouvert l'espace à un imaginaire collectif à partir des valeurs de dignité, de liberté et de justice sociale. Un verrou a été levé.

Même si le pouvoir réel n'a pas été la cible directe des mobilisations, celles-ci ont été perçues comme une désacralisation du pouvoir. La séquence de 2011, qui a débouché sur un lifting de la Constitution et l'arrivée au gouvernement du Parti de la justice et du développement (PJD)², est présentée par le Palais comme la clôture des réformes institutionnelles ; la démonstration que le temps des contestations démocratiques n'a plus lieu d'être.

Le harcèlement des associations militantes, les attaques contre la presse indépendante, la répression des conflits sociaux et la réaffirmation des « lignes rouges » dans tous les domaines montent d'un cran. Une nouvelle vague de contre-réformes néolibérales est lancée. L'ordre autoritaire et les logiques de prédation apparaissent comme une revanche du pouvoir sur les mouvements sociaux.

Le réveil social

Si les mouvements sociaux ont commencé à occuper l'espace public, bien avant 2011, le moment actuel traduit un réveil social multiforme, avec des luttes souvent longues, déterminées et massives. Différentes mobilisations ont polarisé l'actualité. Ainsi, la mobilisation contre Amendis³ (automne 2015) à Tanger, contre les politiques de facturation de l'électricité, s'est appuyée sur un rassemblement populaire et sur un recueil de doléances des quartiers. La mobilisation a esquissé des formes de

1. Pour une analyse du M20F, voir Lofti (2012).
2. Branche locale des Frères musulmans et première force électorale. Le PJD ne pèse cependant guère sur les choix politiques du Palais et demeure un parti fidèle aux injonctions royales.
3. Amendis, filiale de Véolia, a bénéficié dans le cadre de contrats publics/privés de la gestion des services d'eau et d'électricité. Une des premières conséquences de cette « délégation » a été la libéralisation des prix.

désobéissance civile (« la révolte des bougies »⁴), accompagnées d'un mot d'ordre central – « Amendis dégage ! » –, traduisant la permanence de l'esprit du M20F.

La mobilisation de la Coordination nationale des enseignants stagiaires (septembre 2015 - avril 2016) et celle des étudiants en médecine présentent des traits nouveaux, dans un contexte visant à fournir une main-d'œuvre corvéable au marché de l'éducation et de la santé. Refusant la non-titularisation automatique dans la fonction publique et la réduction des bourses, cette mobilisation « à caractère syndical » s'est dotée de coordinations, qui s'appuient sur des représentations locales élues, révocables et tournantes, avec pour volonté de lier leurs revendications à une défense de la santé et de l'éducation comme service public.

Dans le « Maroc inutile », la mobilisation du Rif, à partir d'octobre 2016, a polarisé la situation politique. Bien qu'affaibli aujourd'hui en raison de la répression, le « Hirak »⁵ a porté la conflictualité à un niveau beaucoup plus large. Sa plateforme revendicative, issue d'une démarche participative, exprime la diversité des besoins sociaux (notamment en termes de services publics et de création d'emplois, de l'arrêt de la mainmise sur les richesses locales) ainsi que le rejet de la corruption, de la répression et de la militarisation. Refusant les canaux de cooptation et de « dialogue » avec des instances et des médiations sans pouvoir réel, elle interpelle directement la monarchie. Ses formes d'action ont combiné des manifestations générales et une guérilla pacifique, démultipliant les actes protestataires en différents lieux et moments et déjouant ainsi les stratégies répressives classiques⁶.

Construisant son propre « récit », en s'appuyant sur la mémoire collective et historique de résistance du Rif, le Hirak a eu une portée politique plus vaste qu'un « simple » mouvement revendicatif. Ses formes de mobilisation et la légitimité acquise par la direction de la lutte, portée par des citoyens ordinaires, marquent une sortie de l'espace protestataire codifié. Son assise populaire, sa durée laissent présager la possibilité de mouvements populaires sans médiation, mieux articulés aux urgences sociales dans leur globalité.

Lorsque les questions démocratiques sont abordées sous l'angle des différentes formes de violence de l'État qui s'exercent au quotidien dans l'espace social, lorsqu'elles fusionnent avec les questions sociales, les lignes de fractures peuvent être désamorcées. Au cours du Hirak, la monarchie s'est ainsi retrouvée directement exposée. D'où l'intensité de la répression, visant à punir collectivement la population et les animateurs de la lutte, considérés comme des « ennemis intérieurs ».

Le Hirak de la soif, à Zagora en septembre 2017, alors que la criminalisation s'abat sur le soulèvement rifain, montre les limites de la répression. A Zagora, la privatisation de l'eau, dans une zone soumise au stress hydrique, a bénéficié aux structures touristiques et à la grande exploitation agricole. Les populations n'ont droit, par intermittence de surcroît, qu'à une eau de mauvaise qualité et excessivement chère. L'incurie des autorités locales, l'aggravation de la situation, malgré de nombreuses promesses, ont alors généré de nouvelles mobilisations.

Trois mois plus tard, à Jerada, après la mort de deux jeunes dans les mines, une autre mobilisation, inspirée par le vent du Hirak, prend corps. Une plateforme inclusive, avec ses propres animateurs et « directions civiles », organiquement liées aux couches populaires, est mise en place et avance des revendications concrètes. Dans une ville encore marquée par la déstructuration du tissu économique et social suite à la fermeture de la mine, à la fin des années 1990, qui a contraint la population à travailler clandestinement dans les mines désaffectées pour un revenu très bas et irrégulier et en se soumettant au bon vouloir des « barons du charbon », l'un des principaux slogans de cette mobilisation a été l'exigence d'une « alternative économique ».

Plus récemment, la campagne de boycott illustre la diversification grandissante des registres d'action. Entamée fin avril 2018, suite à un appel émis sur les réseaux sociaux, elle visait à boycotter les produits

4. Forme d'action populaire au cours de laquelle les habitants s'éclairent avec des bougies pour marquer leur refus d'être sous la coupe d'une entreprise d'électricité prédatrice.

5. Le Hirak, qui peut se traduire par « mouvance », est né suite à la mort d'un jeune vendeur de poisson, Mouhcine Fikri, écrasé, sur ordre des autorités, dans une benne à ordures après avoir tenté de récupérer sa marchandise. Pour une analyse globale du Hirak, voir Lofti (2017).

6. Voir l'enquête de Sakhi et Esmili : www.taharour.org.

de trois entreprises⁷, afin de faire baisser leurs tarifs. Illustrant ce mélange caractéristique de la domination du capital étranger et du capitalisme de copinage, ces trois entreprises ont cumulé des superprofits et exercent, avec le soutien des pouvoirs publics, une situation de monopole sur leurs marchés respectifs.

Cette campagne, qui a eu un écho populaire très large, exprime le refus de la répartition inégalitaire des richesses et la subordination des pouvoirs aux grands milliardaires. Ce registre d'action, qui ne répond pas à une demande territorialisée pouvant être circonscrite, et l'absence d'organisation rendent inopérants les mécanismes de cooptation ou de répression d'acteurs identifiés. Outre l'incapacité de l'État de justifier les marges de profits considérables, alors que l'austérité est exigée au plus grand nombre, il révèle la coupure entre le pays légal et le pays réel.

Reconfigurations de l'espace protestataire

L'extension géographique des mobilisations et des domaines de luttes répond à un ras-le-bol général. L'élément déclencheur peut être imprévu. Mais des caractéristiques générales émergent :

- *Le réveil des marges* : la croissance et l'intrication des inégalités sociales et territoriales constituent la trame de fond des principaux mouvements sociaux. Alors qu'une part grandissante de la population, surtout la jeunesse populaire, le « prolétariat informel », vit dans la précarité ou le chômage, les formes de mobilisation possibles se réfèrent à l'espace de la rue, où se coagulent des attentes diverses, ou à des territoires traversés par la marginalisation et la persistance de liens communautaires. Autant de territoires à la marge socialement et spatialement exclus sur la longue durée des processus de « développement »⁸, où l'immédiateté et la diversité des urgences sociales sont fondatrices de situations communes.
- *Une conflictualité politique pacifique* : les luttes dévoilent des enjeux globaux. Aussi élémentaires soient-ils, les droits et les besoins sont en contradiction avec le régime d'accumulation – et les rapports de classes qu'il structure. Ils questionnent la situation globale de la répartition inégale des richesses. L'état d'urgence sociale, lié au traitement sécuritaire, induit des effets de radicalisation politique. À partir de leurs propres expériences, les mouvements sociaux formulent des objectifs, éprouvent des tactiques de lutte, désignent des adversaires, construisent leurs propres agendas et récits, en cherchant à maintenir l'unité d'action et à catalyser un soutien populaire. Ils expérimentent une façon de « faire la politique » à partir des luttes sociales et par « en bas ». Le pacifisme revendiqué dérive en partie de la mémoire historique de la répression, et répond à la nécessité de construire une mobilisation populaire prolongée, d'obtenir le soutien de la société et de délégitimer l'État et ses stratégies répressives.
- *Une féminisation accrue* : les politiques antipopulaires ont fragilisé l'entrée des femmes sur le marché du travail, déstructuré la fonction de reproduction sociale dans le cadre de la division sexuelle du travail. L'effritement du patriarcat traditionnel et les évolutions culturelles modifient, en particulier au sein des nouvelles générations, la perception des rôles et des statuts. La visibilité, la présence et le rôle des femmes dans les mouvements sociaux s'accroissent : majoritaires dans les mobilisations des enseignants et du personnel médical en formation, et principalement à l'initiative du Hirak de Zagora, elles ont joué un rôle déterminant dans l'extension du mouvement, ainsi que dans la visibilité de la lutte pour la libération des détenus politiques dans le Rif.
- *La désobéissance civile* : Décider de mener des actions non autorisées, refuser collectivement de payer les factures d'eau et d'électricité, camper sur les ruines des logements démolis ou des terres expropriées, boycotter les élections, des entreprises ou les canaux de « dialogue »

7. Soit les « patrons de Sa majesté » : les pompes à essence Afriquia, détenues par le milliardaire Akhenouch, ministre de l'Agriculture, les bouteilles d'eau Sidi Ali, détenues par l'ancienne présidente du syndicat patronal, la CGEM, et la « Centrale laitière », filiale de Danone.

8. Le fondement des luttes pour des besoins vitaux et contre la marginalisation territoriale ainsi que de l'extension des domaines de conflit hors de la sphère de la production se situent dans les inégalités entre le Maroc « utile » et le Maroc « inutile ». Or, celles-ci n'ont cessé de se développer en raison de la logique du capitalisme global et des exigences propres d'une économie patrimoniale, dépendante et rentière.

imposés, franchir les « lignes rouges », opposer le légitime au légal, lézarder les tabous de l'ordre patriarcal, constituent des actes qui font jurisprudence dans la longue recomposition de la représentation collective. La désobéissance civile tend à devenir une pratique qui sert de référence.

Vers la crise politique ?

C'est la revendication de la justice sociale, de la liberté et de la dignité, qui lie entre eux les mouvements sociaux. S'affirment ainsi les éléments d'une contre-hégémonie populaire. « Vive le peuple » n'est pas qu'un élément de langage, mais aussi la revendication d'une citoyenneté articulée à des droits fondamentaux opposée à l'allégeance. Associée à « la dignité », cette revendication affirme le refus d'une déshumanisation – « le fait d'être pauvre n'implique pas d'être humilié et maltraité » –, où la vie de n'importe qui peut finir dans une benne à ordures ou dans une mine désaffectée.

Un travail social d'unification d'expériences et d'intérêts disparates, de catégorisation et de nomination d'une condition, que le pouvoir pousse à taire et à maintenir dans l'invisible, est en cours. Les registres d'actions, les slogans – « faire la guerre à la pauvreté, c'est d'abord faire la guerre à ceux qui confisquent les richesses » –, les exigences revendicatives trouvent des points de passage entre différentes résistances, même si ces dernières n'arrivent pas (encore ?) à s'articuler dans un mouvement global. Les obstacles restent nombreux : la répression, qui fait avorter les processus de solidarité ou d'enracinement des mouvements, la diversité des espaces et motifs de luttes, la faiblesse des organisations militantes, la spontanéité ou semi-spontanéité de ces mouvements, le niveau différencié des traditions et des expériences de luttes, des territoires et des secteurs sociaux.

Le pouvoir est confronté à une crise sans précédent. La façade démocratique, les ressources de légitimation traditionnelles, le recours à une répression massive ne permettent plus de contenir la montée des contestations sociales. Les politiques globales, les institutions et les figures de la caste au pouvoir sont contestées dans la rue et dans les urnes⁹, enlevant à la monarchie sa crédibilité. Son discours annonçant qu'il « n'est responsable de rien », alors que tout le monde sait « qu'il décide de tout », ne convainc plus. La question sociale s'invite sur le terrain politique et fait éclater ses lignes de défense. Le temps politique qui s'annonce est celui d'affrontements majeurs et décisifs, loin de la mythologie de la stabilité et de l'« exceptionnalité historique » du Maroc.

Bibliographie

Lofti C. (2012), « Maroc : les ressorts de la monarchie, les conditions de la contestation », *Alternatives Sud*, Syllepse – CETRI.

Lofti C. (2017), « Maroc : la révolution qui vient », 27 juin, www.cetri.be/Maroc-la-revolution-qui-vient.

Chaque Lofti est militant du M20F et du Groupe pour l'émancipation démocratique Tahadi-Maroc, chercheur associé au CETRI – Centre tricontinental.

⁹. Même si le niveau de participation aux élections est très faible (autour de 20% lors des dernières élections), les partis institutionnels, indépendamment de leurs « étiquettes », n'étant pas considérés comme des relais plausibles.

Cette analyse a été rédigée à l'initiative du CETRI pour sa publication *État des luttes : Moyen-Orient et Afrique du Nord* parue en décembre 2018.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Brabant wallon
la Jeune Province